

L'extrême droite attaque le système éducatif.

ACTUS MILITANTES



Le projet porté par celui qui risque d'être premier ministre, Jordan Bardella, en matière d'éducation fait froid dans le dos et ne résoudra rien aux attentes des familles et des personnels de l'enseignement agricole public. Pire il propose de rompre avec les principes républicains qui garantissent le droit à l'éducation. (Communiqué disponible en audio)

L'extrême droite attaque le système éducatif :



Comme toujours l'extrême droite **s'alimente des inégalités, des peurs, de la destruction des services publics** pour construire (enfin) un projet de programme, qui s'avère être à l'opposé des attentes de chacun.e et des valeurs portées par le SEA-UNSA.

Pour relever le niveau des collégien.nes, c'est un **examen d'entrée** qui sera mis en place et un de **sortie pour aller au lycée**. Au cours des 4 ans, **les jeunes seront trié.es**, les plus demandeur.euses d'accompagnement, les porteur.euses de handicap, celles et ceux issu.es des milieux défavorisé seront sorti.es du collège unique vers des filières professionnelles considérées comme voie de garage et ce dès la classe de 5^{ième}. L'apprentissage dès 12 ans sera-t-il **proposé (imposé) à ces enfants** ? Nous le craignons.

Quelle sera la place des classes de 4^{ième} et de 3^{ième} de l'EA dans cette sélection ? Aucune réponse pour le moment. De même, rien sur la voie professionnelle, si ce n'est pour les élèves les plus en difficulté.

Les jeunes d'origine, ou d'apparence, étrangère seront les premières victimes de l'extrême droite. « **L'intérêt supérieur de l'enfant** » qui est au cœur de la convention internationale des droits de

l'enfant (CIDE) place le droit à l'éducation comme fondamental et opposable. Bardella annonce demander que des **tests osseux soient faits** sur les mineur.es pour déterminer leur âge et les renvoyer dans leur pays d'origine, quand il est connu. Pour ces jeunes l'**accès à la nationalité française sera durci avec la remise en cause du droit du sol**. Le SEA-UNSA et sa fédération UNSA Education rappellent que tout jeune a droit à l'école, et que ce n'est pas le rôle des personnels des lycées agricoles de faire la chasse aux présumé.es étranger.ères.

Dans les cantines de nos EPLEA des repas alternatifs sont proposés pour les personnes ne mangeant pas de viande ou en fonction des pratiques religieuses, de même des autorisations d'absence sont accordées pour les élèves et personnels souhaitant participer à des fêtes religieuses, cela en respect des principes de laïcité et du droit. Pour le front national, "ripoliné" en rassemblement, une loi visant les musulman.es sera adoptée pour interdire toutes ses pratiques ; en revanche rien contre les autres religions n'est prévue sauf un texte qui « empêchera d'interdire les crèches et sapins dans les lieux publics ». Pour l'extrême droite il s'agit bien de stigmatiser une population en la confondant volontairement avec les plus radicaux. L'objectif scolaire sera bien d'assimiler plutôt qu'intégrer, et favoriser le vivre ensemble.

Le big bang de l'autorité va passer par l'**uniforme et une volée de sanctions**. La liste fait peur : **peines planchers** dans les conseils de discipline, envoi **des élèves perturbateur.rices dans des centres spécialisés, sanctions financières pour les parents...**

Une attaque forte de l'extrême droite sera faite **au contenu des programmes et référentiels**. L'**opposition du rassemblement national sur l'agroécologie et les transitions est de plus en plus claire et contraire aux recommandations du GIEC**, ainsi qu'aux défis que nous portons dans nos EPLEA sur ces sujets. Des **manuels scolaires imposés**, un « plus » par rapport aux labels de M. Attal, verront le jour dans toutes les classes et toutes les filières pour **restreindre la liberté pédagogique et réduire les enseignant.es à des exécutant.es aux ordres hypercentralisés**. L'exemple le plus marquant est le retour du **roman national au travers d'une frise dans chaque salle de classe** allant de Vercingétorix à nos jours, bien sûr en éliminant les moments sombres de notre histoire ; le grand retour de « nos ancêtres les gaulois ».

Dans les EPLEA, des stages collectifs sont mis en place conformément aux référentiels, l'un d'eux porte sur l'éducation à la santé et au développement durable (**ESDD**). Rien sur ces deux sujets n'est proposé par celui qui se voit premier ministre, mais les personnels des lycées agricoles n'auront pas à attendre longtemps.

Face à ces **risques historiques pour la société française et l'éducation** au sens le plus large, le SEA-UNSA le rappelle une fois de plus : « **l'extrême droite ça ne s'essaie pas** ».



Communiqué à écouter en audio :

<https://unsa-sea.fr/wp-content/uploads/2024/06/LED-attaque-l-education.mp4>

La vraie face du RN :

Hausse du smic à 1500 euros net :
→ le RN a voté contre*

*Amendement N°84 au projet de loi portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat. Le rassemblement national vote contre le 20 Juillet 2022

#lavraiefaceduRN

**POUR le social et la démocratie,
CONTRE la haine et l'extrême droite**



**Un meilleur accès des femmes aux responsabilités
dans la Fonction publique :**
→ le RN a voté contre*

*Loi du 5 juillet 2023 (texte de la commission paritaire)

#lavraiefaceduRN

**POUR le social et la démocratie,
CONTRE la haine et l'extrême droite**



Indexer les salaires sur l'inflation :
→ le RN a voté contre*

*Amendement n°938 au projet de loi portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat. Le rassemblement national vote contre le 20 Juillet 2022

#lavraiefaceduRN

**POUR le social et la démocratie,
CONTRE la haine et l'extrême droite**



Rétablissement de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) :
→ le RN s'est abstenu*

*Amendement n°2657 au projet de loi de finances pour 2023

#lavraiefaceduRN

**POUR le social et la démocratie,
CONTRE la haine et l'extrême droite**



Revaloriser les salaires des fonctionnaires de 10 % :
→ le RN s'est abstenu*.

#lavraiefaceduRN

**Proposition de loi n°1385 du 26 juillet 2022 visant à une meilleure répartition des richesses créées dans les entreprises et à la hausse des salaires (article 4)*

POUR le social et la démocratie,
CONTRE la haine et l'extrême droite



Revalorisation des minima sociaux au niveau du seuil de pauvreté :
→ le RN s'est abstenu*.

#lavraiefaceduRN

**Proposition de loi n°29 déposée le 8 juillet 2022*

POUR le social et la démocratie,
CONTRE la haine et l'extrême droite

